

Victoire de l'opposition de centre-droit (ER) aux élections législatives en Estonie

Le Parti de la réforme (ER), principal parti d'opposition dirigé par Kaja Kallas, s'est imposé aux élections législatives le 3 mars en Estonie. Il a recueilli 28,8% des suffrages et remporté 34 des 101 sièges du *Riigikogu*, chambre unique du Parlement, soit +4 par rapport aux élections législatives du 1er mars 2015.

Le Parti du centre (K), conduit par le Premier ministre sortant Juri Ratas, a pris la deuxième place avec 23,1% des voix et 26 sièges (-1). Selon le géopoliticien et spécialiste de l'Estonie, Vincent Dautancourt, le résultat du Parti du centre s'explique en partie par la faible participation des électeurs vivant dans les régions russophones (Ida-Virumaa et Tallinn), qui ont sans doute été déçus par la politique menée par le Parti du centre depuis 2016.

Comme prévu par les enquêtes d'opinion, le Parti conservateur populaire (EKRE), parti populiste dirigé par Mart Helme, a réalisé une percée dans les urnes : 17,8% des suffrages et 19 élus (+12).

Pro Patria (Isamaa, I) conduit par Helir-Valdor Seeder, a obtenu 11,4% des voix et 12 sièges (-2) ; il devance le Parti social-démocrate (SDE), emmené par Jevgeni Ossinovski, qui a recueilli 9,8% des suffrages et 10 élus (-5). Le dirigeant du parti a expliqué son recul par la percée des populistes de droite et par la présence d'Estonie 200 (Eesti 200), créée le 3 novembre dernier et dirigée par Kristina Kallas et qui, selon lui, aurait attiré certains des sympathisants sociaux-démocrates.

Les autres partis politiques ont obtenu moins de 5% des voix, soit un résultat au-dessous du seuil minimum pour être représenté au parlement.

Kaja Kallas (ER) et Mihhail Kolvart (K) sont les candidats qui ont réuni le plus grand nombre de suffrages sur leur nom (le système politique estonien permet aux électeurs de choisir l'ordre des candidats sur leur bulletin de vote). Les deux candidats ont recueilli respectivement 20 083 et 17 075 voix.

La participation a été très légèrement inférieure à celle enregistrée lors des précédentes élections du 1er mars 2015. Elle s'est élevée à 63,1%, soit -1,10 point.

Le vote par anticipation, électronique ou dans les bureaux de vote a atteint, cette année, des niveaux record. 247 232 Estoniens ont rempli leur devoir civique via Internet et 99 163 dans les bureaux de vote mais de façon anticipée, soit 39,3% du total des votants. Ce chiffre s'était établi à 33% lors du précédent scrutin législatif du 1er mars 2015.

Résultats des dernières élections législatives du 3 mars 2019 en Estonie

Participation: 63,10%

| Partis politiques | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges |
|--|-------------------------|--------------------------------------|------------------|
| Parti de la réforme (ER) | 162 332 | 28,80 | 34 |
| Parti du centre (K) | 129 823 | 23,10 | 26 |
| Parti conservateur populaire (EKRE) | 100 439 | 17,80 | 19 |
| Pro Patria (I) | 64 239 | 11,40 | 12 |
| Parti social-démocrate (SDE) | 55 214 | 9,80 | 10 |
| Estonia 200 | 25 317 | 4,50 | 7 |
| Autres | 24 153 | 4,30 | 0 |
| Indépendants | 1 590 | 0,30 | 0 |

Source : <https://rk2019.valimised.ee/en/election-result/election-result.html>

Le Parti de la réforme a donc réussi son retour, obtenant une victoire assez large que n'avaient pas prévu les instituts de sondages d'opinion. Il devra cependant gouverner en coalition avec d'autres partis. Le premier choix de Kaja Kallas serait un gouvernement rassemblant son parti, Pro Patria et le Parti social-démocrate.

Une alliance avec le **Parti** conservateur populaire été d'ores et déjà exclue par les dirigeants du parti. L'un d'entre eux, Kristen Michal, a également déclaré qu'une coalition avec le Parti du centre ne constituait pas « *le premier choix* » et a écarté cette option, à moins que cette alliance ne devienne, selon ses propres mots, « *inévitable* ». Les deux partis n'ont pas gouverné l'Estonie ensemble depuis le gouvernement de Siim Kallas, père de Kaja Kallas, entre 2002 et 2003.

Les deux partis divergent sur trois points essentiels : le système fiscal, l'exigence de la maîtrise de la langue estonienne par tous les citoyens et son utilisation dans l'enseignement.

Le dirigeant centriste Juri Ratas a déclaré qu'il se battrait pour que son parti participe au prochain

gouvernement. « *Notre tâche est de maintenir les valeurs que nous avons défendues et de remplir les promesses que nous avons faites à nos électeurs et nous allons continuer sur notre chemin* » a indiqué le Premier ministre sortant.

Autre enseignement du scrutin : la percée du Parti conservateur populaire qui défend des valeurs conservatrices, l'identité estonienne et qui est opposée aux quotas de réfugiés votés par l'Union européenne pour l'accueil de personnes fuyant la Syrie, l'Ethiopie ou le Soudan ainsi qu'au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (également appelé Pacte de Marrakech), adopté le 19 décembre 2018 par l'Assemblée générale des Nations unies.

Avec ce scrutin, l'Estonie ne fait donc plus figure d'exception et rejoint le grand nombre de pays européens qui voient les partis populistes croître à chaque élection. Pour Tonis Saarts, politologue de l'université de Tallinn, son programme de dépenses sociales généreuses et les ressentiments de la population rurale après des années de politique d'austérité expliquent la percée du Parti conservateur populaire dans les urnes.

Agée de 41 ans, Kaja Kallas est diplômée en droit de l'université de Tartu et en économie de l'Estonian Business School. Elle a exercé comme avocate. En 2010, elle est élue députée au Riigikogu et en 2014, députée au Parlement européen. Elle revient en Estonie en 2018 pour être élue en avril à la tête du Parti de la réforme qu'elle vient d'amener à la victoire et qui retrouve donc le pouvoir après un peu plus de deux ans passés dans l'opposition.

Kaja Kallas, qui est également la fille de l'ancien président de la Banque centrale d'Estonie et ancien Premier ministre (2002-2005) Siim Kallas, devrait donc devenir la première femme à occuper les fonctions de Premier ministre en Estonie. Avec sa présidente de la République Kersti Kaljulaid, élue le 3 octobre 2016 à la tête du pays, l'Estonie sera désormais dirigée par deux femmes.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.